Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 19 (1992)

Heft: 4-5

Artikel: L'Espace économique économique européen : les opinions des partis

politiques

Autor: Rusconi, Giuseppe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912725

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les opinions des partis politiques

On trouve des partisans et des adversaires de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) dans pratiquement toutes les sphères politiques, à l'exception de la droite nationaliste qui rejette l'Accord à l'unanimité. Mais les opinions des partis pourraient être désavouées par les citoyens.

Les ssayons pourtant de nous faire une vue d'ensemble en commençant par le parti radical-démocratique qui possède la majorité relative et auquel appartient le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, l'un des deux pères suisses de l'EEE. Les trois quarts de ses sympathisants politiques semblent éga-

de l'EEE est le conseiller fédéral socialiste René Felber.

Les conseillers nationaux PDC passent officiellement pour des partisans enthousiastes de l'EEE et ils approuvent une adhésion à l'unanimité.

Le conseiller fédéral de l'Union Démocratique de Centre, Adolf Ogi, se déclare depuis quelque temps très favorable à l'Europe. Mais au sein de son parti, Adolf Ogi se heurte à l'opposition des Zurichois emmenés par Christoph Blocher et de la majorité du groupe de l'UDC.

Les Ecologistes sont contre l'Accord EEE, car ils sont défavorables à la CE qu'ils estiment centralisatrice et à laquelle ils reprochent en outre de mener une politique économique expansion-

«Ce que je reproche aux propagandistes du Conseil fédéral, c'est de nous distribuer de la guimauve, de nous dire que tout ira pour le mieux. On essaie de nous dorer la pilule en

nous disant que l'EEE, c'est la prospérité, le bonheur, la paix.» (Georges-André Chevallaz, ancien conseiller fédéral radical)

lement convaincus. Mais ce parti compte aussi d'importants adversaires du projet.

Les socialistes font preuve de plus de cohésion que les radicaux, même si leur aile gauche émet de nombreuses réserves à l'égard de l'EEE et considère ce projet comme une création de la CE centralisatrice et bureaucratique. Mais n'oublions pas que le second père suisse



«Il est important, très important de reconnaître qu'il est faux d'assimiler EEE et CE. C'est d'ailleurs une des erreurs que commettent les adversaires de l'EEE. L'Accord EEE est un

accord économique, qui ne nous touche pas politiquement, qui ne touche pas à la démocratie, au fédéralisme, à la neutralité.» (Ernst Mühlemann, conseiller national PRD, co-président du Comité pour l'EEE)

«La plus grave critique que nous émettons à l'égard de l'Accord EEE porte sur le domaine institutionnel: aucun droit de co-décision et acceptation d'un pur «diktat» de la CE. En outre, le développement va dans la mauvaise direction: augmentation de la charge que devra supporter l'environnement et incitation accrue à la consommation aux dépens du tiers monde.»

(Verena Diener, conseillère nationale du Groupe écologiste)

niste. Parmi les adversaires résolus et unis de l'EEE, on compte le Parti des automobilistes, les Démocrates suisses (autrefois Action nationale) et la Ligue des Tessinois.

La majorité du Parti libéral, tout comme une grande partie de l'Alliance des Indépendants, est favorable à l'adhésion

Il est difficile d'évaluer s'il existe d'importantes différences entre les ré-



«L'Accord EEE n'est pas digne d'un peuple libre. Notre pays ne perdrait pas seulement une large part de sa propre souveraineté et de son indépendance; les «plus» de la

démocratie directe, du fédéralisme, la neutralité et notre propre monnaie devraient être abandonnés.»

(Christoph Blocher, conseiller national UDC, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre, ASIN)

«Notre conviction ne se fonde pas seulement sur l'esprit d'entreprise, mais aussi sur une conviction politique et même culturelle: la libre circulation des personnes par exemple encouragera les Suisses à aller à l'étranger, voire à s'y établir. Cela nous ouvrira des horizons, nous apportera un enrichissement culturel et permettra aux jeunes surtout de mieux s'épanouir sur le plan professionnel et personnel.» (Edwin Somm, président de la direction d'ABB Suisse)

gions linguistiques. En revanche, il existe des différences politiques: les Romands sont presque unanimes à approuver l'EEE, alors qu'un tiers des Suisses alémaniques et des Tessinois sont contre. *Giuseppe Rusconi*



«L'adhésion à l'EEE peut nous apporter une plus forte croissance économique, des changements positifs également dans la politique sociale, plus de droits pour les travailleures et les travailleurs.»

(Peter Bodenmann, conseiller national et président du PS)

Succession

en Suisse:

Testament

Inventaire

Liquidation du rég<mark>ime matrimonial</mark> et partage de la succession

Contrat de partage d'héritage



Treuhand Sven Müller

Birkenrain 4 CH-8634 Hombrechtikon ZH Tél. 055/42 21 21